



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2020-83 - Séance du 17 septembre 2020

ACTES

5. Institutions et vie politique

5.5 Délégation de signature

| Nombre des membres | | |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 29 | 27 | 28 |

| Vote | |
|------------|----|
| Pour | 28 |
| Contre | 0 |
| Abstention | 0 |

L'an 2020, le 17 septembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 11 septembre 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 11 septembre 2020.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

Pouvoir de : DURIX Olivier pour CORDEAU Damien

Secrétaire de séance : François-Xavier CHAZOTTES

N° DLM 2020-83 – DÉSIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL POUR PRENDRE UNE DECISION SUR UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'URBANISME

Monsieur Christophe KASZUBA, adjoint au maire délégué à l'urbanisme, à la sécurité et à la prévention rapporte :

Un dossier de demande de délivrance de permis de construire a été déposé en mairie le 23/06/2020 sous le n° PC 034 022 20 M0016 par Monsieur Lucas MEISSONNIER et Mme Cassandra YSTEN.

Le pétitionnaire présente des liens de parenté avec l'exécutif communal.

L'article L.422-7 du Code de l'urbanisme précise que si le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, le conseil municipal de la commune ou l'organe délibérant de l'établissement public désigne un autre de ses membres pour prendre la décision.

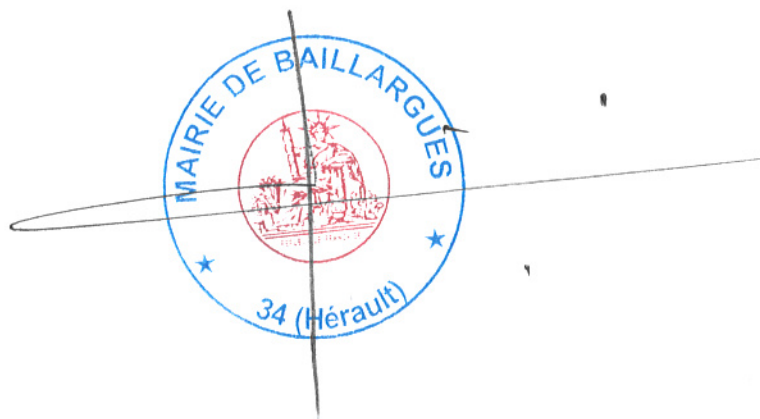
En conséquence de quoi, il est proposé au conseil municipal de désigner l'un de ses membres pour prendre toute décision relative à cette demande de délivrance de permis de construire.

Monsieur le maire se retire afin de ne pas prendre part à la décision.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Christophe KASZUBA et après en avoir délibéré à l'unanimité, **DÉSIGNE** François-Xavier CHAZOTTES, conseiller municipal, pour prendre toutes décisions relatives à cette demande d'autorisation d'urbanisme déposée le 23/06/2020 sous le n° PC 034 022 20 M00016, intéressant un pétitionnaire présentant des liens de parenté avec l'exécutif communal.

Pour extrait conforme,
Le 21 septembre 2020,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr